

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
Pôle Déchets Sites et Sols Pollués  
2 avenue Grüner  
Allée C  
42000 St Etienne

St Etienne, le 26/02/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Société PURFER**

RD 147  
Quartier de la Gare  
69780 Saint-Pierre-de-Chandieu

Références : UiD4243-DSSP-024-0088  
Code AIOT : 0006104965

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/02/2024 dans l'établissement PURFER implanté ZI Les Guérins - 42120 Le Coteau. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PURFER
- ZI Les Guérins - 42120 Le Coteau
- Code AIOT : 0006104965
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non.

La société PURFER exploite une installation de tri, transit et traitement de déchets de métaux. Elle est autorisée par arrêté préfectoral du 11/03/2010 modifié par l'arrêté du 14/06/2012 portant actualisation du tableau de classement.

Par suite de la modification de la nomenclature, certaines activités sont passées du régime de l'autorisation à celui du régime de l'enregistrement. Les arrêtés ministériels fixant les prescriptions générales applicables à ces activités sont applicables dans les conditions précisées par ces arrêtés.

Le site reste cependant soumis au régime de l'autorisation compte-tenu de l'activité de transit de déchets dangereux et de l'activité de cisailage et de découpe qui constitue un traitement de déchet.

La société PURFER est également agréée pour la dépollution des VHU.  
Elle traite en moyenne 2 000 tonnes de ferrailles et 120 tonnes de métaux non ferreux par mois.

**Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Eau de surface.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

La mise à jour administrative doit être effectuée compte-tenu de la modification de la nomenclature et du passage au régime de l'enregistrement de certaines activités.

La société PURFER réalise la surveillance des eaux souterraines au droit de son site d'exploitation. Cette surveillance est réalisée à la fréquence semestrielle, de façon volontaire. En effet, un réseau de piézomètres a été installé sur le site à la suite d'une pollution des sols et a été conservé. L'exploitant capitalise les données de suivi mais aucune interprétation des résultats n'est formalisée.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Autosurveillance des rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17	Demande d'action corrective	12 mois
4	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Collecte des eaux	Arrêté Préfectoral du 11/03/2010, article 4.2.2	Sans objet
3	Entretien des ouvrages de traitement	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16	Sans objet
5	Procédure d'admission	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est bien suivi et entretenu.

L'autosurveillance du rejet d'eaux pluviales doit être complétée avec l'ensemble des paramètres visés à l'article 17 de l'arrêté ministériel du 06/06/2018. En l'absence d'information préalable, leur présence ne peut être exclue.

La couverture des zones d'entreposage des copeaux est à réaliser à court terme : l'exploitant transmettra un plan d'action détaillant les opérations envisagées.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Collecte des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/03/2010, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eaux superficielles
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li> <li>- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...),</li> <li>- les secteurs collectés et les réseaux associés,</li> <li>- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),</li> <li>- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li> </ul>

<b>Constats :</b> Le plan du réseau de collecte indique 1 point de rejet des eaux pluviales. Le rejet s'effectue dans le réseau d'eaux pluviales communal. Le dispositif de traitement des eaux pluviales est représenté sur le plan. Les eaux usées sont rejetées au réseau d'assainissement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Autosurveillance des rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eaux superficielles
<b>Prescription contrôlée :</b> Respect des VLE
<b>Constats :</b> Les analyses sont réalisées à la fréquence annuelle. La dernière date du 25/07/2023. L'ensemble des paramètres figurant à l'article 17 de l'arrêté ministériel du 06/06/2018 n'a pas été analysé. Il manque les paramètres suivants : - Fluor, - Cyanures libres, - Indice phénols, - HAP, - AOX.  Les résultats ne montrent pas de dépassement des valeurs limites, excepté pour le plomb. L'application de la VLE est conditionnée à une valeur de flux. Or le flux n'est pas calculé.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> - Intégrer les paramètres manquants à la prochaine analyse, - Estimer le flux rejeté pour l'application de certaines VLE.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 12 mois

## N° 3 : Entretien des ouvrages de traitement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eaux superficielles
<b>Prescription contrôlée :</b> Le dispositif de traitement des effluents susceptibles d'être pollués est entretenu par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Le traitement des eaux pluviales avant rejet est réalisé par les dispositifs suivants : - bassin enterré de 30 m <sup>3</sup> , - séparateur d'hydrocarbures (alimenté par 2 pompes de relevage depuis le bassin enterré). L'entretien est réalisé à fréquence régulière, et au moins 1 fois par an. Le dernier nettoyage date du 01/02/2024. Le bordereau de suivi de déchets (saisi sous Trackdéchets) est disponible et correctement renseigné.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Entreposage des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> IV. Entreposage des déchets  Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).  L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).  La hauteur des déchets entreposés n'excède pas trois mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.  Pour la rubrique n° 2711, les bouteilles de gaz liquéfié équipant des équipements tels que cuisinières ou radiateurs sont retirées avant qu'elles ne soient introduites dans un endroit non ouvert en permanence sur l'extérieur.  Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer : - la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ; - l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.
<b>Constats :</b>  Les aires d'entreposage sont distinctes en fonction de la nature du métal. En particulier, les ferreux et les non-ferreux sont séparés. La hauteur d'entreposage n'excède pas 6 mètres. Les zones d'entreposage des copeaux (susceptibles d'être chargés d'huiles de coupe) ne sont pas couvertes. Le jour de la visite, seuls des copeaux d'acier étaient en stock. D'après l'exploitant, ces copeaux sont peu huileux. De l'absorbant a été répandu au pied du stock afin d'éviter que les huiles ne rejoignent le réseau d'eaux pluviales. Cet absorbant est régulièrement remplacé (de l'absorbant usagé a été constaté dans la benne des solides souillés, destinés à l'élimination), et une réserve d'absorbant neuf est disponible dans le local de stockage. Les batteries sont entreposées en bennes, sous bâche.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Les dispositions de l'article 13 sont applicables aux installations existantes (autorisées avant le 1 <sup>er</sup> juillet 2018) depuis le 01/07/2019. La couverture des zones de stockage de copeaux est à réaliser à court terme. Un plan d'action est attendu.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 5 : Procédure d'admission**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> III. Procédure d'admission  L'installation comporte une aire d'attente à l'intérieur de l'installation pour la réception des déchets. Les déchets ne sont pas admis en dehors des heures d'ouverture de l'installation.  a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"><li>- vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point II ci-dessus, en cours de validité ;</li><li>- réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission ;</li><li>- recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé ;</li><li>- réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ;</li><li>- délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site. Dans le cas de réception de déchets dangereux (rubrique n° 2711), le bordereau de suivi de déchets dangereux vaut accusé de réception.</li></ul> Dans le cas de réception de déchets d'équipements électriques et électroniques, l'exploitant a à sa disposition les documents lui permettant de connaître la nature et les risques que peuvent représenter les équipements électriques et électroniques au rebut, admis dans l'installation. Il s'appuie, pour cela, notamment sur la documentation prévue à l'article R. 543-178 du code de l'environnement.
<b>Constats :</b>  L'admission d'un déchet sur le site est réalisée selon les modalités suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- détection radioactivité (portique),</li><li>- pesée entrée,</li><li>- premier contrôle visuel sur bascule,</li><li>- déchargement, second contrôle visuel au déchargement,</li><li>- pesée sortie,</li><li>- émission d'un ticket de pesée.</li></ul> La saisie des informations dans le logiciel métier de l'exploitant incrémente le registre des déchets entrants. L'édition d'un ticket de pesée vaut accusé de réception. Il n'y a pas à proprement parler d'information préalable. Un accord commercial peut être conclu en amont de l'arrivée du déchet (cas de fournisseurs réguliers), incluant la typologie du ou des déchets concernés ; ou à posteriori, une fois le déchet accepté (cas de fournisseur "ponctuel" ou d'apports directs).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite